

**Le Conseil d'administration de la Coalition contre les armes à sous-munitions regroupe :**  
Afghan Landmine Survivors Organisation, Action On Armed Violence,  
Asociación para Políticas Públicas-APP, Cambodia Campaign to Ban Landmines,  
Campaña Colombiana Contra Minas, DanChurchAid, Handicap International,  
Human Rights Watch, ICBL Georgian Committee, IKV Pax Christi, IPPNW,  
Japan Campaign to Ban Landmines, Mines Action Canada, Nepal Campaign to Ban Landmines,  
Norwegian People's Aid, Protection.



---

## Communiqué de presse

### Un nombre croissant d'États condamnent l'utilisation d'armes à sous-munitions par la Syrie

Genève, le 18 avril - Cette semaine, en réaction à l'utilisation persistante et généralisée d'armes à sous-munitions par la Syrie, de nombreux pays ont vivement condamné le gouvernement syrien pour ce mépris flagrant de la sécurité de ses citoyens. Ce déferlement de critiques s'est produit lors d'une réunion intersessions des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions qui s'est tenue à Genève, jusqu'à aujourd'hui.

Pendant la réunion, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Cambodge, la Croatie, l'Équateur, la France, le Ghana, l'Irlande, le Japon, le Laos, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal et la Zambie ont ouvertement condamné l'usage d'armes à sous-munitions par le gouvernement syrien et exprimé leur profonde inquiétude quant à l'utilisation de ces armes, dans quelque contexte que ce soit. Précédemment, le Danemark, le Royaume-Uni et la Suisse, ainsi que des États non signataires, à savoir les États-Unis et le Qatar, avaient publiquement réprouvé cette utilisation.

« S'il est un bon moment pour s'exprimer sur cette question, c'est maintenant, a déclaré lors de la réunion Ayman Sorour, membre de Protection (Égypte) et de la CMC. Si l'on veut que les pays qui font usage des armes à sous-munitions soient stigmatisés sans relâche, il est essentiel que les autres États réagissent haut et fort, sans attendre. Votre soutien est primordial, aujourd'hui plus que jamais ».

Les pays qui ont adhéré à la Convention contre les armes à sous-munitions ont l'obligation de s'élever contre l'utilisation de ces armes mortelles. En vertu de l'Article 21 de la Convention, les pays sont tenus de « décourager les États non parties à la présente Convention d'utiliser des armes à sous-munitions ».

L'indignation provoquée par l'usage d'armes à sous-munitions par la Syrie s'est mêlée à la satisfaction de voir affluer des rapports montrant l'impact positif de la Convention.

Depuis la troisième Assemblée des États parties à la Convention contre les armes à sous-munitions (à Oslo, en septembre 2012), cinq pays ont ratifié le traité (le Pérou, l'Australie, Nauru, le Liechtenstein et le Tchad) ; plus récemment, le 9 avril, Andorre a adhéré à la Convention, devenant le 81<sup>e</sup> État partie.

La Côte d'Ivoire a annoncé qu'elle avait achevé le processus de destruction de ses stocks d'armes à sous-munitions, portant à treize le nombre de pays ayant détruit l'intégralité de leurs stocks. Le Royaume-Uni, quant à lui, a indiqué avoir détruit 83 % de son arsenal, ce qui représente 32,5 millions de sous-munitions. Collectivement, les États parties ont détruit plus de 90 millions de sous-munitions. Ces résultats sont considérables, compte tenu du fait que le traité est en vigueur depuis moins de trois ans.

« Les chiffres en matière de destruction des stocks montrent bien que la Convention est en train de créer une nouvelle norme internationale : celle de l'interdiction totale de ces armes, a constaté Sarah Blakemore, directrice de la Coalition contre les armes à sous-munitions. La destruction des stocks est la meilleure

prévention qui soit. Sans stock d'armes, plus de risque de nouvelle utilisation, de nouvelles victimes ou de nouvelle contamination des sols », a-t-elle ajouté.

Les États parties ont également rendu compte de l'état d'avancement de leurs campagnes de dépollution des sols et d'assistance aux victimes et aux communautés touchées.

Moaffak Alkhafaji, victime d'une mine antipersonnel et directeur de l'Alliance irakienne sur le handicap (*Iraqi Alliance for Disability*), a appelé les États parties à « faire preuve de solidarité envers ceux qui ont souffert de l'utilisation des armes à sous-munitions et à [...] concrétiser les promesses de la Convention » en adoptant des plans d'action nationaux pour l'assistance aux victimes et en améliorant l'accès aux services. Il a cité en exemple certains pays, tels que l'Afghanistan, pour leurs actions menées sur le front de l'accessibilité.

La Coalition contre les armes à sous-munitions est une coalition internationale d'organisations de la société civile qui œuvre pour mettre un terme aux souffrances causées par ces armes.

## FIN

Pour en savoir plus, veuillez contacter :

Jared Bloch, responsable médias et communication, tél. : +41 786 83 4407, courriel : [jared@icblcmc.org](mailto:jared@icblcmc.org)

## Ressources en ligne

- **Page CMC consacrée à la réunion intersessions** - <http://www.stopclustermunitions.org/ism2013/>
- **Page CMC sur la Syrie** - <http://www.stopclustermunitions.org/syria/>
- **Chaîne CMC sur YouTube** - [http://www.youtube.com/my\\_videos?o=U](http://www.youtube.com/my_videos?o=U)
- **Convention sur les armes à sous-munitions** - <http://www.clusterconvention.org/>
- **La CMC sur Flickr** - <http://www.flickr.com/photos/clustermunitioncoalition/>
- **La CMC sur Facebook** - <http://www.facebook.com/banclusterbombs?ref=hl>
- **La CMC sur Twitter** - <https://twitter.com/banclusterbombs>
- **Observatoire des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions** : Pour en savoir plus sur la question des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions dans le monde ou pour consulter les fiches pays, rendez-vous sur <http://www.the-monitor.org/index.php>